

MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE, DE L'AGRO-ALIMENTAIRE ET DE LA SOUVERAINETÉ ALIMENTAIRE

Convention collective nationale

IDCC : 7024 | **PRODUCTION AGRICOLE ET CUMA**
(15 septembre 2020)

Convention collective nationale

IDCC : 7025 | **ENTREPRISES DE TRAVAUX ET SERVICES AGRICOLES,
RURAUX ET FORESTIERS**
(8 octobre 2020)

Avenant n° 8 du 25 novembre 2024

NOR : AGRS2697003M

IDCC : 7024, 7025

Entre l'(les) organisation(s) professionnelle(s) d'employeur(s) :

Fédération départementale des syndicats d'exploitants agricoles du Bas-Rhin ;
Fédération départementale des syndicats d'exploitants agricoles du Haut-Rhin ;
Syndicat des entrepreneurs des territoires du Bas-Rhin ;
Syndicat des entrepreneurs des territoires du Haut-Rhin ;
Section CUMA de Coop de France Alsace,

d'une part,

et le(s) syndicat(s) de salariés :

Syndicat national des cadres des exploitations agricoles CFE-CGC ;
Syndicat des cadres des exploitations agricoles, sections du Bas-Rhin et du Haut-Rhin ;
UPRA CFDT Grand Est ;
Union régionale d'Alsace des syndicats CFTC ;
Union départementale du Bas-Rhin des syndicats CGT FO ;
Union départementale du Haut-Rhin des syndicats CGT FO,

d'autre part,

il a été convenu ce qui suit :

Préambule

Afin de mettre en conformité la définition du groupe assuré avec le décret n° 2021-1002 du 30 juillet 2021 relatif aux critères objectifs de définition des catégories de salariés bénéficiaires d'une couverture de protection sociale complémentaire collective, les partenaires sociaux ont

décidé de modifier les dispositions de l'accord collectif de prévoyance du 17 décembre 2007, en fonction des dispositions prévues par « l'accord national du 10 juin 2008 sur une protection sociale complémentaire en agriculture et la création d'un régime de prévoyance ».

Il est également précisé qu'en application de l'article L. 2261-23-1 du code du travail, le présent avenant ne comporte pas de stipulations spécifiques pour les entreprises de moins de 50 salariés. En effet, les entreprises de la branche sont majoritairement constituées par des effectifs de moins de 50 salariés. Aussi, les dispositions du présent accord s'appliquent à toutes les entreprises de la branche, y compris les TPE de moins de 50 salariés, et ce afin de ne pas remettre en cause le régime social et fiscal de faveur attaché au présent régime.

Article 1^{er}

L'article 2.1 « Salariés bénéficiaires » est annulé et remplacé comme suit :

« Article 2.1 | *Salariés bénéficiaires*

Les dispositions de l'accord collectif de prévoyance du 17 décembre 2007 s'appliquent à tous les salariés ne relevant pas des articles 2.1 et 2.2 de l'accord national interprofessionnel (ANI) relatif à la prévoyance des cadres du 17 novembre 2017 relevant de son champ d'application et ce :

- sans condition d'ancienneté dans l'entreprise pour la garantie décès ;
- au 1^{er} jour du mois civil qui suit l'expiration des deux premiers mois du contrat de travail pour les garanties incapacité temporaire et permanente de travail.

Toutefois, le délai de deux mois ne s'applique pas pour les salariés non cadres déjà bénéficiaires dans une autre entreprise des garanties incapacité temporaire et permanente de travail du présent régime de prévoyance et qui sont embauchés dans un délai d'un mois suivant l'expiration de leur précédent contrat de travail.

En sont exclus :

- les salariés relevant des articles 2.1 et 2.2 de l'accord national interprofessionnel (ANI) relatif à la prévoyance des cadres du 17 novembre 2017 et les techniciens, agents de maîtrise et cadres relevant de la convention collective du 2 avril 1952 et du régime Agirc-Arrco, et bénéficiant à ce titre du régime de prévoyance défini dans la convention précitée ;
- les catégories particulières de salariés (VRP par exemple) relevant d'autres dispositions conventionnelles. »

Article 2 | *Entrée en vigueur*

Le présent avenant est conclu pour une durée indéterminée.

Les dispositions arrêtées au présent avenant prendront effet le premier jour du mois suivant la publication de son arrêté d'extension et au plus tard le 1^{er} janvier 2025.

Article 3 | *Dépôt et extension*

Les parties signataires demandent l'extension du présent avenant. Le présent avenant est établi en nombre suffisant pour être déposé selon les formalités prévues à l'article L. 2231-6 du code du travail.

Fait à Colmar, le 25 novembre 2024.

(Suivent les signatures.)